
**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

MARCHE 2024-ALS-002

PRESTATIONS TRAITEURS

Date et heure limites de réception des plis : 7/06/2024 – 12h00
(heure de Paris)

ACHETEUR

ACTION LOGEMENT SERVICES

19/21 quai d'Austerlitz
75013 PARIS
Immatriculé au RCS de PARIS sous le n° 824 541 148

Agissant au nom et pour le compte du groupement de commandes
désigné en annexe 1 du CCAP

LOT

Le marché est décomposé en 4 lots :

- **LOT 1 : Plateaux-repas conviviaux**
- **LOT 2 : Plateaux-repas gourmets**
- **LOT 3 : Prestations traiteurs conviviales**
- **LOT 4 : Prestations traiteurs gourmets**

Le lot 3 est réservé.

PROCEDURE

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée, passée
en application des articles R.2123-1 3°, R.2123-2 et R.2123-7 du
Code de la Commande Publique.

REFERENCES DE L'AVIS PRECEDENT

Sans objet

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PREAMBULE	3
ARTICLE 2 - L'ACHETEUR.....	3
ARTICLE 3 - OBJET – ETENDUE – CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 5 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 6 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	5
ARTICLE 7 - MODALITES DE REPONSE.....	5
7.1 - Modalités de réponse en cas de groupement d'entreprises	5
7.2 - Modalités de réponse en cas de sous-traitance.....	6
7.3 - Modalités relatives aux variantes.....	6
7.3.1 - Généralités applicables aux variantes libres et aux variantes exigées.....	6
7.3.2 - Variantes à l'initiative des candidats dite « variantes facultatives »	6
7.3.3 - Variantes à l'initiative de l'Acheteur dite « variantes obligatoires »	6
7.4 - Visite du site	6
7.5 - Échantillons	6
7.6 - Délai de validité des offres	7
7.7 - Unité monétaire	7
7.8 - Langue	7
ARTICLE 8 - CONTENU DU PLI A REMETTRE	7
8.1 - Documents relatifs à la candidature	8
8.2 - Documents relatifs à l'offre	8
ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	9
ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
ARTICLE 11 - MODE DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
ARTICLE 12 - SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
12.1 - Communication avec les candidats	10
12.2 - Sélection des candidatures.....	11
12.3 - Critères de sélection des offres	11
12.4 - Offres anormalement basses	13
12.5 - Discordance constatée sur le bordereau des prix unitaires d'un candidat.....	13
12.6 - Régularisation des offres	13
12.7 - Négociation.....	13
12.8 - Attribution	14
ARTICLE 13 - ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE	14
ARTICLE 14 - DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	15
ARTICLE 15 - INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS.....	15

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend :

- Le présent règlement de la consultation et ses annexes :
 - Annexe 1 : les conditions générales d'accès au profil d'acheteur de l'Acheteur – AWS-ACHAT
 - Annexe 2 : le récépissé de dépôt des copies de sauvegarde et des échantillons
 - Annexe 3 : la Fiche de candidature
 - Annexe 4 : Structuration du mémoire technique (*dernière page du RC*)
 - Annexe 5 : DC4
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Protection relatives aux données à caractère personnel
 - Annexe 2 : Modèle de lettre de consultation dans le cadre du lot 4
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Conformément aux articles L 2131-1, L 2132-2 et R 2132-1 et suivants du code de la commande publique (CCP), le DCE est dématérialisé. Le DCE est téléchargeable gratuitement après inscription sur la plateforme suivante <https://www.marches-publics.info/>

AVERTISSEMENT :

L'identification des candidats sur la plateforme <https://www.marches-publics.info/> est recommandée afin de permettre, le cas échéant, une communication électronique certaine avec les candidats sur les modifications et/ou précisions apportées aux documents de la consultation.
Les conditions d'accès et d'utilisation de la plateforme précitée figurent en [Annexe 1](#) du présent règlement.

ARTICLE 2 - L'ACHETEUR

2.1 - Identification de l'Acheteur

L'Acheteur est indiqué en page 1 du CCAP.

2.2 - Groupement de commandes

Les membres du groupement de commandes sont indiqués en Annexe 1 du CCAP.

Dans le CCAP, le terme « **Acheteur** » désigne chacun des membres du groupement de commandes et « **Coordonnateur** » désigne l'entité en page 1 du CCAP agissant au nom et pour le compte des membres dans le cadre des missions qui lui ont été confiées par le groupement.

Conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du CCP¹, le marché peut être étendu par l'Acheteur pour inclure :

- Les filiales du groupe Action Logement, existantes ou à venir, détenues, directement ou indirectement, à plus de 50 %, par Action Logement Groupe et dont l'objet répond aux missions définies aux articles L. 313-19 et suivants et L. 313-20 et suivants du code de la construction et de l'habitat ;
- Les associations et structures de coopération (ex : GIE), existantes ou à venir, rattachées au groupe Action Logement ;

¹ Code de la commande publique en vigueur à la date de lancement de la procédure

- Les Sociétés Anonymes de Coopération (SAC) ou les organismes actionnaires des SAC dans lesquelles une filiale ALI est actionnaire.

Toute entité peut faire l'objet d'un retrait du marché.

L'extension du marché ou le retrait d'une entité est notifié par un représentant habilité du Coordonnateur au Titulaire, par courrier électronique dont le Titulaire accuse réception. L'extension ou le retrait prend effet à la date de notification ou à la date indiquée dans le courrier électronique si elle est postérieure. Le Coordonnateur fera ses meilleurs efforts pour informer au préalable le Titulaire des modifications à venir.

Le Titulaire ne peut s'opposer ni à l'extension du marché, ni au retrait d'un membre du groupement en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 3 - OBJET – ETENDUE – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre a pour objet la **fourniture de plateaux-repas, petits-déjeuners, pauses, buffets et cocktails pour le compte du site Grand Seine d'Action Logement**, selon les spécifications techniques définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°2024-ALS-002.

Les besoins exprimés par le présent marché public couvrent les prestations traiteurs livrées et le cas échéant servies et animées sur le site Grand Seine d'Action Logement, où les 3 structures constitutives d'Action Logement sont représentées (Action Logement Groupe, Action Logement Services, Action Logement Immobilier) et où leurs collaborateurs et éventuels usagers extérieurs sont amenés à intervenir quotidiennement.

ACTION LOGEMENT emploie près de 1200 personnes sur le site ; le nombre de jours télétravaillés est en moyenne de deux (02) jours par semaine.

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commandes et à marchés subséquents, alloti comme suit :

LOT 1	<p>Fabrication et livraison de petit-déjeuner, plateau-repas et pauses (collation et goûter)</p> <p>Multi-attributaires : 3 titulaires maximums</p> <p>Conditions d'exécution de l'accord-cadre : rotation en nombre de bons de commande et par direction</p>	<p><u>Maximum sur la durée maximum du marché (en valeur) :</u> 2 000 000 € HT</p>
LOT 2	<p>Fabrication et livraison de petit-déjeuner, plateau-repas et pauses (collation et goûter) gourmets</p> <p>Multi-attributaires : 3 titulaires maximums</p> <p>Conditions d'exécution de l'accord-cadre : rotation en nombre de bons de commande et par direction</p>	<p><u>Maximum sur la durée maximum du marché (en valeur) :</u> 1 600 000 € HT</p>
LOT 3	<p>Fabrication et livraison de buffet et cocktail</p> <p>Multi-attributaires : 3 titulaires maximums</p> <p>Conditions d'exécution de l'accord-cadre : rotation en nombre de bons de commande et par direction</p>	<p><u>Maximum sur la durée maximum du marché (en valeur) :</u> 1 500 000 € HT</p>

LOT 4	Fabrication et livraison de buffet et cocktail gourmets	
	Multi-attributaires : 3 titulaires maximums	<u>Maximum sur la durée maximum du marché (en valeur) :</u>
	Conditions d'exécution de l'accord-cadre : passation de marchés subséquents par direction et attribution selon les conditions définies au présent CCAP	2 000 000 € HT

Le lot 3 est réservé aux structures mentionnées aux articles L.2113-12 et L.2113-13 du CCP.

Les structures mentionnées aux articles L.2113-12 et L.2113-13 du CCP peuvent soumissionner aux autres lots. Chaque candidat est libre de candidater à plusieurs lots.

Code CPV principal	Description
55520000-1	Services traiteurs
55523000-2	Services traiteur pour autres entreprises ou autres institutions

* CPV : Common Procurement Vocabulary, Vocabulaire commun pour les marches publics de l'Union Européenne

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

La durée ferme du marché est d'un (1) an à compter de sa notification (à titre indicatif : la date prévisionnelle de démarrage est le 9 septembre 2024).

Le marché est reconductible trois (3) fois par tacite reconduction.

Chaque période de reconduction aura une durée d'une (1) année. Le Titulaire ne peut s'y opposer.

En cas de non-reconduction, l'Acheteur notifie au Titulaire la décision de non-reconduction au plus tard 4 mois avant la fin de la période en cours. Le Titulaire ne peut s'y opposer.

ARTICLE 5 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le lieu d'exécution principal des prestations est le 19/21 quai d'Austerlitz, 75013 PARIS.

ARTICLE 6 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Le lot 3 est réservé aux structures mentionnées aux articles L.2113-12 et L.2113-13 du CCP.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REPONSE

7.1 - Modalités de réponse en cas de groupement d'entreprises

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, un candidat peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque membre ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque membre constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés à l'article 8.1 du présent règlement.

Le mandataire du groupement doit être clairement identifié.

Un candidat n'a pas la possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

7.2 - Modalités de réponse en cas de sous-traitance

La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure pleinement responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du marché envers l'Acheteur.

Les candidats doivent préciser les tâches qu'ils prévoient de sous-traiter dans le respect des dispositions du CCAP. Si les candidats envisagent de sous-traiter une partie des prestations, ils devront remettre dans leur dossier de candidature (cf. article 8.1 du présent règlement), pour chaque sous-traitant présenté dans le cadre de la remise de leur offre, un formulaire dit « DC4 » dûment complété téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

7.3 - Modalités relatives aux variantes

7.3.1 - Généralités applicables aux variantes libres et aux variantes exigées

Sans objet.

7.3.2 - Variantes à l'initiative des candidats dite « variantes facultatives »

Les variantes facultatives ne sont pas autorisées.

7.3.3 - Variantes à l'initiative de l'Acheteur dite « variantes obligatoires »

Sans objet.

7.4 - Visite du site

Sans objet.

7.5 - Échantillons

Dans le cadre des lots 3 et 4, les candidats remettent les échantillons suivants sous peine d'irrégularité de l'offre :

- 2 pièces salées par personne,
- 2 pièces sucrées par personne,
- 1 plat froid (viande),
- 1 plat froid (poisson).

Ils devront être livrés pour 5 personnes.

Les échantillons :

- Seront fournis à Action Logement à titre gracieux, non restitués (sauf conditionnement le cas échéant) en raison de leur état – denrées périssables,

- Devront être présentés dans leurs emballages habituels (couverts compris, si la dégustation le nécessite), avec un conditionnement qui ne fera pas apparaître le logo du soumissionnaire (anonymisation obligatoire),
- Seront livrés contre un récépissé de dépôt,
- Seront livrés en liaison froide accompagnés d'une fiche technique ou d'un protocole de remise en température.

Afin de garantir des conditions optimales de dégustation et l'égalité de traitement des candidats, les échantillons devront être transmis **le jour même de la dégustation**.

Compte tenu du caractère périssable des denrées, la date de remise des échantillons est dissociée de la date de remise des offres indiquée en page de garde et sera indiquée ultérieurement aux candidats ayant remis une offre par le biais de la plateforme de dématérialisation.

A cet effet, il est demandé aux candidats de veiller à bien renseigner leurs modalités de contact sur la plateforme afin qu'un courrier puisse leur être transmis leur précisant :

- La date et heure de remise des échantillons ;
- L'endroit précis où déposer les échantillons ;
- La ligne directe de la personne à contacter en charge de la réception des échantillons ;

Ce courrier leur sera transmis au minimum 5 jours ouvrés avant la date de remise des échantillons.

Les échantillons sont des éléments constitutifs de l'offre qui serviront à l'analyse des offres. A défaut de remise dans les délais, ils ne seront pas analysés et pourront entraîner une notation nulle sur ce critère.

7.6 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

7.7 - Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée pour l'exécution du marché est l'Euro.

7.8 - Langue

Les opérateurs économiques sont informés que tous les documents qu'ils remettront au titre de la candidature et de l'offre, y compris tous les documents annexes, **devront être rédigés en langue française, sous peine de rejet de leur offre.**

Si certains documents de leur offre (éléments de candidature ou éléments de l'offre) sont rédigés en langue étrangère, les candidats devront remettre une traduction en langue française avec leurs offres.

ARTICLE 8 - CONTENU DU PLI A REMETTRE

Les brochures, plaquettes ou documentations générales sans rapport direct avec le contenu du pli défini au présent article ne seront pas étudiées.

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- Être clairs, concis et précis ;
- S'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par l'Acheteur.

Il est souhaité que les candidats respectent l'ordre exact des documents relatifs à la candidature et à l'offre tel que décrit ci-dessous.

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante : nom des fichiers raccourcis, 10 caractères maximum (ex : « DC1_nom candidat », « CRT_nom candidat », « CRF_nom candidat » ...).

Chaque candidat doit remettre obligatoirement les documents et renseignements suivants :

8.1 - Documents relatifs à la candidature

Fiche de candidature à remettre en version **WORD** (ci-jointe en **Annexe n°3**) dûment complétée sans omission conformément aux instructions qui y figurent et qui comporte :

- L'identité du candidat ;
- Les renseignements relatifs aux éventuels conflits d'intérêts, relations avec le groupe Action Logement ainsi qu'aux éventuels liens hiérarchique, d'actionnariat ou capitalistique entre plusieurs candidats ;
- Une déclaration sur l'honneur dans laquelle le candidat certifie n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 5 et L2141-7 à 11 du CCP et être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi de travailleurs handicapés ;
- Les renseignements, et les documents le cas échéant, relatifs aux capacités financières, techniques et professionnelles du candidat, exigés pour la présente consultation :

Le candidat peut fournir dès le stade de la candidature (à fournir obligatoirement lors de l'attribution du marché) :

- S'il est une entreprise adaptée : le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) délivré par les DRIETC et DREETS et un K-bis de moins de 6 mois ;
- S'il est un établissement ou service d'aide par le travail : l'Arrêté préfectoral délivré par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Les candidats peuvent, en lieu et place des documents mentionnés aux articles R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-16 du CCP, présenter leur candidature sous la forme du **document unique de marche européen (DUME)** obligatoirement rédigé en français.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'Acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli des candidats toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace par l'Acheteur et que l'accès à ceux-ci soit gratuit pour l'Acheteur (R. 2143-13 et R. 2143-14 du CCP).

Par ailleurs, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, à condition d'indiquer à l'Acheteur dans son dossier de candidature la précédente consultation concernée. Ils devront en revanche fournir les documents non valides à la date limite de réception des candidatures de la présente consultation.

8.2 - Documents relatifs à l'offre

Les candidats produiront tous les éléments constituant l'offre.

L'acte d'engagement sera établi auprès de l'attributaire du marché. Il n'est pas à fournir parmi les pièces de l'offre.

La participation du candidat à la présente consultation le place dans une situation légale et réglementaire résultant du droit de la commande publique. Elle implique l'acceptation du présent règlement dans son intégralité ainsi que l'engagement de la société candidate sur l'offre déposée.

- 1) **Le mémoire technique** justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. La structuration du mémoire technique est décrite en annexe n°4 du présent document ;
- 2) **Le catalogue de prestations ;**
- 3) **Le bordereau des prix unitaires (BPU)** complété.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE, par l'envoi d'une notification sur le profil d'acheteur, au plus tard 6 jours avant la date de remise des plis.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever une quelconque réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus en posant une question à l'Acheteur via la plateforme <https://www.marches-publics.info/>

Les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard le 7 jours avant la date limite de remise des offres.

Aucun renseignement ne sera fourni par téléphone.

Les questions doivent être anonymisées et formulées dans le délai imparti.

Les réponses de l'Acheteur seront communiquées via la plateforme <https://www.marches-publics.info/> à l'ensemble des candidats avant la date limite de remise des plis, sauf exigences tenant au respect du secret des affaires.

ARTICLE 11 - MODE DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les entreprises souhaitant se porter candidats devront faire parvenir un pli au plus tard aux dates et heure limites de réception indiquées en page de garde.

Les offres sont transmises sous la seule responsabilité des candidats. L'Acheteur ne pourra, en aucun cas, être tenu pour responsable du dépassement de délai de remise des offres. Seules la date et l'heure de réception du pli seront prises en compte.

Les candidats ont l'obligation de transmettre leur candidature et leur offre par voie électronique sur le profil d'acheteur de l'Acheteur à l'adresse : <https://www.marches-publics.info/>
L'usage de la messagerie est donc exclu : en cas de remise d'offres par messagerie électronique, les offres ne seront pas acceptées.

S'ils le souhaitent et en cas de difficultés de dépôt du pli, les candidats peuvent prendre contact avec le support de la plateforme <https://www.marches-publics.info/> via l'adresse mail suivante : support@aws-entreprises.com

La réponse électronique doit être effectuée selon les Conditions Générales d'Utilisation de la plateforme AWS figurant en [Annexe n°1](#) du présent règlement.

Précautions à prendre : Il est fortement conseillé aux candidats de remettre leur offre sur la plateforme au minimum 24 heures avant la date limite de remise des plis pour éviter tout retard consécutif aux aléas de transmission électronique qui pourrait en résulter. En effet, la transmission de documents volumineux et le téléchargement des pièces peuvent nécessiter un délai plus ou moins important ainsi que des mises à jour importantes. Les candidats ne pourront donc pas se prévaloir de tout dysfonctionnement électronique en cas de remise tardive du pli.

Les candidats ont la possibilité d'envoyer **une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB, etc.)**. Celle-ci devra être envoyée selon les modalités suivantes :

- Soit par courrier postal, sous pli recommandé avec accusé de réception, à l'adresse suivante :

ACTION LOGEMENT SERVICES

Pôle Commande Publique

Direction des Achats et de la Commande Publique

21 quai d'Austerlitz 75013 Paris

Du lundi au vendredi, hors jours fériés de 9h à 12h et de 14h à 17h.

- Soit déposés sur place **en se présentant à l'accueil de l'établissement (même adresse que ci-dessus), contre récépissé remis par l'établissement**. Afin de permettre un dépôt rapide de la copie de sauvegarde, les candidats remplissent le récépissé joint au présent règlement de consultation ([Annexe N°2](#)), à l'exception de l'encadré réservé à Action Logement ; et le font compléter au moment du dépôt. Les plis peuvent être ainsi remis en main propre **du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 9h à 12h et de 14h à 17h.**

L'envoi, ou le dépôt réalisé, doit être fait sous enveloppe cachetée, portant la mention :

« COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR

PRESTATIONS TRAITÉURS

Réf. : 2024-ALS-002

NOM DU CANDIDAT

COURRIEL DE REFERENCE »

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support papier ou sur support physique électronique doivent faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsqu'elle a été reçue dans les délais impartis, et uniquement dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans l'offre transmise par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

ARTICLE 12 - SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

12.1 - Communication avec les candidats

Les échanges éventuels avec les candidats, notamment en cours d'analyse auront lieu exclusivement par voie électronique sur le profil d'acheteur de l'Acheteur, via la plateforme <https://www.marches-publics.info/>

Le courriel indiqué lors du retrait du DCE servira de courriel de référence.

12.2 - Sélection des candidatures

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à 7 du CCP.

Lors de l'analyse de la candidature, seront éliminés et ne seront pas admis pour l'analyse des offres :

- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des documents et renseignements demandés dans le dossier de candidature ;
- Les candidats dont les capacités sont jugées insuffisantes ;
- Les candidats ayant fait l'objet d'une interdiction de soumissionner (L. 2141-1 à L. 2141-5 du CCP pour les exclusions de plein droit ; L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP pour les exclusions à l'appréciation de l'Acheteur). Lorsque le candidat est placé dans l'un des cas d'exclusion précités au cours de la procédure de passation d'un marché, il est tenu d'informer sans délai l'Acheteur de ce changement de situation ;

Exclusions à l'appréciation de l'Acheteur : L'Acheteur peut éliminer un candidat dans les situations visées par les articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP, notamment un candidat qui, au cours des 3 années précédentes, a dû verser des dommages et intérêts, a été sanctionné par une résiliation ou a fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur avec l'Acheteur ou avec l'une des sociétés du groupe auquel il appartient.

Pour tout candidat qui serait concerné par une interdiction de soumissionner ci-dessus, la candidature doit obligatoirement être complétée par un courrier détaillant les mesures correctrices ou d'auto-apurement mises en place pour supprimer les problématiques rencontrées. A défaut de fournir ce courrier au moment de la candidature, ou sur demande de l'Acheteur lors de l'analyse, et en cas d'éléments produits non satisfaisants, la candidature pourra être écartée par l'Acheteur.

Par ailleurs, avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'Acheteur peut décider, soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces, soit d'éliminer la candidature.

12.3 - Critères de sélection des offres (applicables aux 4 lots)

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues par l'article R. 2152-7-2° du CCP.

Le classement des offres sera établi sur la base de la note totale (note sur 100 points) obtenue à partir des critères pondérés exposés ci-dessous.

CRITERES	POINTS
<p>La valeur technique de l'offre appréciée au regard des sous-critères suivants (au vu des informations fournis dans le mémoire technique selon la structuration indiquée en annexe du présent document et les dispositions du CCTP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Qualité et étendue des prestations – 15 points <i>Analysée au regard du renouvellement de catalogue, de carte, au regard de la qualité des produits utilisés dans la confection des prestations, au regard du mode de production (sur place, proportion de recours à des produits transformés, liaison</i> 	50 POINTS

<p><i>froide/liaison chaude...)</i> et au regard des capacités d'adaptation aux attentes spécifiques des convives, notamment en matière de régimes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement durable – 20 points <i>Analysée au regard des modalités d'approvisionnement et de la qualité durable des produits, des modalités de livraison et des modalités de conditionnement.</i> - Modalités et délais de commande – 9 points <i>Analysée au regard des délais proposés, de la souplesse accordée dans la modification et l'annulation des commandes et des moyens matériels et humains consacrés à la prise en compte des commandes et à la définition des prestations les mieux à-mêmes de répondre aux besoins de l'Acheteur.</i> - Organisation du service – 6 points <i>Analysée au regard des moyens humains et matériels dont dispose le candidat pour l'exécution des prestations.</i> 	
<p>Les échantillons sont appréciés au regard des sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation des produits (y compris contenants, ustensiles...) – 3 points - Dosage des produits (quantité, équilibre entre les composantes) – 3 points - Qualité organoleptique des aliments (goût, odeur, aspect, couleur et consistance) – 4 points 	10 POINTS
<p>La valeur financière de l'offre jugée sur la base du montant TTC est évaluée à partir de DQE établis par l'Acheteur avant la publication de la présente consultation. Il est apprécié au regard des 3 sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Détail quantitatif estimatif – 25 points - Simulation (scénario d'évènement fictif) – 5 points - % de remise sur catalogue – 10 points 	40 POINTS

Il est entendu que les critères spécifiques aux marchés subséquents sont définis à l'article 6.4.2 du CCAP et dans chaque lettre de consultation, propre à chaque marché subséquent.

Sur la structuration du mémoire technique et la méthode de notation associée.

Cf annexe 4 du présent document.

Sur le barème de notation

Sur la partie technique

Les items de notation, composant chaque sous-critère, conformément à la méthode de notation, seront notés sur 5 en fonction du barème suivant :

- **0 point** – absence de réponse ;
- **1 point** – réponse non satisfaisante, soit une réponse en inadéquation avec les attentes du cahier des clauses techniques particulières ou strictement en deçà des standards du secteur ;

- **2 points** – réponse peu satisfaisante, soit une réponse répondant partiellement aux attentes du cahier des clauses techniques particulières ou en deçà des standards du secteur ;
- **3 points** – réponse satisfaisante, soit une réponse en adéquation avec les attentes du cahier des clauses techniques particulières ou avec les standards du secteur ;
- **4 points** – réponse très satisfaisante, soit une réponse présentant une plus-value limitée par rapport aux attentes du cahier des clauses techniques particulières ou aux standards du secteur
- **5 points** - réponse excellente, soit une réponse présentant une plus-value significative par rapport aux attentes du cahier des clauses techniques particulières ou aux standards du secteur

Sur la partie prix

Le prix sera analysé à partir du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) « masqué », soit non transmis aux candidats.

La note de 40 sera attribuée à l'offre la plus basse.

Les autres offres seront notées à partir de la formule suivante :

$$\text{Note du candidat} = 40 \times \frac{\text{offre la moins-disante}}{\text{offre du candidat}}$$

12.4 - Offres anormalement basses

Une attention particulière sera apportée à la détection des offres anormalement basses (L. 2152-6 du CCP).

En cas de détection, l'Acheteur demandera au candidat de fournir, dans un délai suffisant à compter de la demande, toutes justifications qu'il jugera utiles (R. 2152-3 du CCP).

En fonction des justifications apportées il pourra écarter ces offres au motif qu'elles sont anormalement basses par une décision motivée (R. 2152-4 et -5 du CCP). Seront donc exclues les offres dont le caractère anormalement bas est établi ou celles pour lesquelles les éléments fournis en justification par les candidats concernés ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés.

12.5 - Discordance constatée sur le bordereau des prix unitaires d'un candidat

Si l'Acheteur constate que le bordereau des prix unitaires présente une incohérence et qu'il constate que cette incohérence provient d'erreurs de multiplications ou d'additions, elles seront rectifiées pour l'analyse de l'offre sur le critère prix.

12.6 - Régularisation des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'Acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'Acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre par écrit. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

12.7 - Négociation

Après examen des offres, l'Acheteur engagera des négociations avec les 5 meilleurs candidats retenus au terme de la phase d'analyse des offres initiales, pour chaque lot.

Toutefois, l'Acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

En cas de négociation, celle-ci sera engagée librement et conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats admis à la négociation. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'ensemble des offres remises dans ce cadre sera jugé selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base. Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats. En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel. En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

12.8 - Attribution

A l'issue de l'analyse des offres, le marché sera attribué aux trois candidats présentant les offres les mieux classées, eu égard à l'application des critères des articles 12.2 et 12.3 du présent RC.

ARTICLE 13 - ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE

L'offre la mieux classée (ou les offres sélectionnées en cas de multi-attribution) sera retenue à titre provisoire, en attendant que le ou les candidats et les éventuels sous-traitants présentés produisent les certificats et attestations suivants (R2143-6 à 10 et R2144-1 à 7 du CCP) :

1. Les pièces visées aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du CCP à savoir notamment :

- Un extrait K-Bis ou autre document prévu au 2° de l'article D. 8222-5 du code du travail ou tout équivalent pour société étrangère
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, dans les cas où ceux-ci ne peuvent être récupérés automatiquement par l'Acheteur, conformément aux dispositions de l'article 113-14 du Code des Relations entre le Public et l'Administration
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant

2. Les pièces suivantes :

- Une attestation annuelle d'assurance Responsabilité Civile

Un opérateur économique établi à l'étranger produit un certificat équivalent, établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou de détachement.

Les documents visés au présent article établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des cotraitants.

En cas de sous-traitance déclarée, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des sous-traitants présentés.

L'attributaire, ses cotraitants et ses sous-traitants déposeront obligatoirement leurs attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Le délai imparti par l'Acheteur pour remettre ces documents est fixé dans la lettre d'attribution. A défaut de satisfaire à ses obligations, le candidat suivant dans le classement sera désigné.

Le candidat devra fournir dans le même délai l'Acte d'engagement et ses annexes.

La notification du marché lui sera envoyée via un courrier électronique avec accusé de réception qui sera adressé à partir de la plateforme <https://www.marches-publics.info/>

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

L'Acheteur se réserve le droit, à tout moment avant la notification du marché, de ne pas donner suite à la présente consultation.

Les candidats sont par ailleurs informés qu'ils ne pourront prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation, et cela même si la mise au point de leurs offres a nécessité la réalisation d'études complémentaires, la remise d'échantillons...

ARTICLE 15 - INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

En cas de litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent règlement, le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et leur délai est le :

Tribunal Judiciaire de Paris
Parvis du Tribunal de Paris
75859 Paris Cedex 17
Tél : 01 44 32 51 51, <http://www.ca.paris.justice.fr>

*

* *

Annexe 4 – Structuration du mémoire technique

1) VALEUR TECHNIQUE (CRT)	50 POINTS
1-1)Qualité des prestations	15 points
Garanties apportées en matière de renouvellement du catalogue, des produits, et de respect de la saisonnalité	7
Mode de production (évaluation par le candidat du % de recours aux produits frais, garanties apportées en la matière – autres gammes de produits auxquels il a recourt...)	3
Garanties et mesures proposées pour la prise en charge des attentes végétariennes et régimes alternatifs (sans gluten, végétalien...) dont <i>a minima</i> : modalités liées à la communication de la liste des allergènes à chaque prestation (liste de recettes, modalités de communication sur l'offre disponible, moyens utilisés pour déterminer un taux de prise...)	5
1-2)Développement durable	20 points
Garanties apportées en matière d'approvisionnements en circuits-courts (taux d'approvisionnement, plan de progrès le cas échéant, fournisseurs concernés, ancrage...)	5
Engagements pris en matière d'utilisation de produits issus de l'agriculture biologique, agriculture raisonnée, et produits labellisés (taux d'approvisionnement, plan de progrès éventuel, typologie de produits concernés, fournisseurs concernés, ancrage...)	4
Modalités de livraison et notamment les mesures que le candidat est capable de déployer pour utiliser et/ou développer les modes doux et vertueux pour l'environnement (typologie de véhicule utilisé, nombre de véhicules, mesures prises pour limiter les trajets sans chargement, ensemble des tournées requises pour la réalisation des prestations, en fonction des typologies de prestations...)	5
Modalités de conditionnement (typologie, matière, tailles, poids net et poids rempli, mode de valorisation le cas échéant, circuits logistiques induits par sa récupération le cas échéant, ou sa valorisation...)	6

1-3)Modalités et délais de commande	9 points
Gestion des commandes (délais de commande, délais de modification et d'annulation, <u>par typologie de prestations</u>)	7
Formalisme pour la passation des commandes	2
1-4)Organisation du service	6 points
Moyens humains dont dispose le soumissionnaire pour l'exécution des prestations	3
Moyens matériels dont dispose le soumissionnaire pour l'exécution des prestations (description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité, mesures proposées pour l'organisation d'évènements sur des sites tiers et notamment présentation des salles partenaires le cas échéant)	3